

L'AUTOGESTION DANS LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

Michel Raptis, Document, présenté au Xe
Congrès latino-américain de sociologie,
(Santiago du Chili août 1972)

Depuis le Manifeste Communiste les luttes pour le socialisme dans le Monde ont pris les formes les plus variées, avec un contenu diversifié dans chaque cas. Nulle part encore on n'est parvenu au type de société de transition du capitalisme au socialisme que prévoient Marx dans la Critique du programme de Gotha et Lénine dans L'Etat et la Révolution.

De très importants problèmes concernant le contenu économique, politique, culture, moral même, de la société évoluant vers le socialisme ont surgi et sur lesquels l'accord est loin d'être unanime entre marxistes révolutionnaires et socialistes de toutes nuances.

Dans notre essai, nous nous efforçons de développer une série d'idées concernant particulièrement la manière dont se pose dans nos conditions historiques actuelles la lutte pour la victoire de la révolution socialiste et pour la construction d'une société socialiste succédant à une telle victoire.

Dans la « lutte pour le socialisme », il s'agit, tout d'abord, de distinguer la phase de la « lutte pour la prise du pouvoir » de celle de la « lutte pour construire le socialisme ».

La « lutte pour la prise du pouvoir » est la lutte pour la « révolution », c'est-à-dire un moment de changement qualitatif brusque dans le processus évolutionniste, plus ou moins long, qui caractérise une situation objectivement révolutionnaire.

Une telle situation met à l'ordre du jour le changement du régime social existant et son remplacement par de nouveaux rapports de propriété et de nouveaux rapports sociaux

Une situation « objectivement révolutionnaire » peut surgir sous des formes diverses, et sans qu'un « Parti révolutionnaire » ~ préexiste et soit le catalyseur essentiel d'un ensemble de conditions objectives qui, dans leur interaction complexe, créent une telle situation.

Dans les conditions historiques concrètes actuelles, une « situation objectivement révolutionnaire » peut surgir par exemple à la suite d'une guerre nationale contre l'intervention ou l'occupation impérialiste, à la suite d'une grave crise sociale, à la suite de la victoire électorale d'une alliance des partis se réclamant du socialisme et luttant sur la base d'un programme anticapitaliste

ou anti-impérialiste avancé.

Pendant la seconde guerre mondiale et immédiatement après, nous avons assisté à des mouvements qui ont mobilisé des masses très importantes en vue d'objectifs initiaux de caractère national, comme ceux de la « résistance » en Europe occupée (Yougoslavie, Grèce, Albanie, etc.) par les nazis, comme, en Afrique et en Asie, les mouvements luttent contre l'occupation ou l'intervention impérialiste ouverte (F.L.N. algérien, Vietminh, puis Vietcong, en Indochine, etc.)

Par la logique et la dynamique de la situation ainsi créée, ces mouvements ont rapidement évalué vers des objectifs également sociaux, déclenchant un processus authentiquement révolutionnaire.

De la « résistance » et de la « guerre », il y a transcendance en révolution sociale. Mais ces conditions « exceptionnelles » ne sont pas les seules à provoquer une situation « objectivement révolutionnaire » ou à créer une « ouverture révolutionnaire », c'est-à-dire une évolution rapide vers une telle situation. Depuis quelques années déjà, nous observons dans nombre de pays européens des situations conduisant rapidement à des crises nationales révolutionnaires majeures qui mettent à l'ordre du jour la « lutte pour le pouvoir » et la victoire donc, possible, de la « révolution ». Mai 1968 en France l'« automne chaud » de 1969 en Italie, la situation en Angleterre en 1971, lors de la grande grève des mineurs, sont des cas qui s'apparentent, à des degrés divers, à de telles situations.

Le trait commun de ces cas est le suivant : il s'agit de pays capitalistes avancés, où malgré l'absence encore à l'époque d'une crise économique majeure, nous avons assisté à la conjonction d'un nombre de facteurs qui, dans leur interaction, avaient créé une situation « objectivement révolutionnaire » ou susceptible d'évoluer rapidement vers une telle situation. Quels étaient ces facteurs ? Il y a eu, d'une part, le mouvement « contestataire » de la jeunesse et d'autres couches sociales nouvelles (scientifiques, techniciens, intellectuels, etc.) et, d'autre part, la mobilisation des larges masses de la classe ouvrière traditionnelle.

Dans le cas de l'Angleterre, il y avait, en plus, la guerre civile en Irlande et les difficultés de l'impérialisme anglais en Rhodésie en particulier, le tout dans le cadre d'une conjoncture économique marquée par plus d'un million de chômeurs, et une inflation considérable. Mais même dans le cas particulier de l'Angleterre. la

crise nationale révolutionnaire majeure qui grossissait pendant la grande grève des mineurs, et qui a mis le gouvernement conservateur à un doigt de sa perte, n'était pas le résultat avant tout d'une crise économique majeure, mais celui de l'interaction d'un ensemble de facteurs caractéristique d'une crise sociale et non simplement d'une crise économique.

Mais une situation « objectivement révolutionnaire » peut surgir également dans certains pays à la suite d'une victoire électorale des partis se réclamant du socialisme, comme c'est le cas actuellement au Chili et comme cela pourrait être demain le cas dans un pays comme la France ou l'Italie.

Certes, une telle situation est à la fois le résultat d'une « montée révolutionnaire » préexistante, d'un long processus marqué par les luttes multiformes des masses, et la cause d'une accélération du mûrissement révolutionnaire. Nous y reviendrons.

D'autres formes sont encore possibles, tant la réalité est complexe, riche et donne constamment lieu à des combinaisons inédites. Par exemple, au Pérou existe actuellement un gouvernement militaire « sui generis » - parvenu au pouvoir à la suite de la neutralisation réciproque des forces de l'extrême droite et de la gauche révolutionnaire en tant que solution « bonapartiste » - ayant entamé des réformes profondes qui comportent une dynamique révolutionnaire indéniable et qui ont créé une « ouverture révolutionnaire » non moins indéniable. C'est aux forces révolutionnaires authentiques du pays d'exploiter cette conjoncture et d'empêcher soit la sclérose bureaucratique et la régression réactionnaire du régime, soit sa chute à droite à la suite d'une contre-offensive de l'oligarchie et des autres farces réactionnaires alliées de l'impérialisme. Ainsi, des conditions objectives, indépendamment de l'existence ou non d'un facteur subjectif révolutionnaire ayant une véritable base de masse, peuvent créer une « situation révolutionnaire » ou tout d'abord, une « ouverture révolutionnaire ». Mais cela ne suffit pas encore pour que cette situation évolue quasi automatiquement vers la « victoire », c'est-à-dire pour parachever le processus commencé et provoquer, à un moment donné de son évolution, le saut qualitatif absolument indispensable, qui caractérise la véritable révolution. Pour que ce saut soit accompli, il sera nécessaire que les masses parviennent à structurer entre-temps leur propre pouvoir de façon à être en mesure de faire

victorieusement face au retour inéluctable de l'offensive sous une forme ou une autre, des farces sociales réactionnaires. Dans cette phase, donc, la « lutte pour le socialisme » se résume à la lutte pour la « révolution » et le « pouvoir », en partant de la conception fondamentale vérifiée jusqu'ici par l'Histoire, que la révolution n'est pas un processus entièrement évolutionniste, et que le « pouvoir » n'est pas la somme arithmétique des conquêtes partielles. A un moment donné du processus, il s'agira de passer d'une qualité à une autre, de la « partie » au « tout », de l'évolution à la révolution par un « saut », un changement !

Mais quelles sont les conditions qui permettraient l'issue, victorieuse d'une « ouverture révolutionnaire » conduisant rapidement à une véritable « situation objectivement révolutionnaire » ? C'est dans ce domaine que se place l'importance du facteur subjectif, du point de vue du programme, de la tactique, de l'organisation.

La révolution, en tant que changement qualitatif de la réalité sociale dans un but donné, est un projet volontariste, accompli par des hommes acquis à ce but. La révolution n'est pas un ensemble de mesures économique-sociales, conçues et appliquées par la techno-bureaucratie de l'Etat.

La révolution, c'est-à-dire la conclusion victorieuse d'un processus révolutionnaire commencé exige la mobilisation et l'organisation des masses, afin d'assurer la plus large participation consciente de celles-ci à toutes les mesures qui réalisent le contenu de la révolution. Assurer cette participation réelle des masses doit être le but de tout gouvernement, parti ou syndicat se réclamant du socialisme. La participation des masses n'est pas effective quand elle est assumée essentiellement à travers des médiations diverses se réclamant d'elles. Elle doit se manifester par la structuration et par le fonctionnement du pouvoir propre des masses dans tous les domaines.

C'est dans le cadre d'un tel processus que les masses réalisent l'existence d'une situation révolutionnaire et se mobilisent pour la défendre, l'approfondir et la porter à sa conclusion victorieuse. Mais que signifie exactement cette participation des masses ? Prenons tout d'abord l'exemple au niveau élémentaire où se déroulent les luttes revendicatives des travailleurs. Formuler les revendications de ces luttes et diriger ces dernières exclusivement ou essentiellement à travers les syndicats et les partis n'est plus suffisant. L'expérience s'accumulant ces dernières années de ce

qui se passe dans le mouvement ouvrier et autres mouvements sociaux (jeunes, femmes, etc.) démontre que les nouvelles générations aspirent un peu partout à pouvoir contribuer directement aussi bien à la formulation des revendications qu'à la gestion de leurs luttes.

Cette aspiration profonde conduit non pas à nier la nécessité absolue des syndicats et des partis, mais à modifier leur fonction. Il s'agit désormais de concevoir leur rôle comme résidant avant tout dans l'aide qu'ils peuvent et doivent apporter aux travailleurs, à la jeunesse, aux femmes, pour que ces couches sociales participent au maximum à l'élaboration de leurs revendications et à la gestion de leurs luttes, ensemble avec les représentants des syndicats et des partis. C'est le sens, par exemple, du mouvement des délégués d'atelier travaillant étroitement avec l'Assemblée générale des travailleurs qui marque tant d'expériences faites maintenant en Italie, en Angleterre, en France et ailleurs.

C'est le sens également du « contrôle étudiant » que la jeunesse scolarisée veut voir appliquer dans les universités, les lycées, les écoles, en vue d'une cogestion de ces établissements par les élèves et les enseignants dans le cadre d'une réforme radicale de l'enseignement.

C'est le sens plus général du « contrôle social » auquel aspirent des couches sociales diverses sur les conditions de leur travail et sur ses répercussions sociales et qui, naturellement, ne saurait s'instaurer adéquatement dans le cadre d'une société restée essentiellement capitaliste donc hiérarchisée, autoritaire, oppressive. Mais la tendance est déjà esquissée dans le cadre même des sociétés encore typiquement capitalistes, qui sont de plus en plus aux prises avec les problèmes découlant de la résistance des travailleurs et de la jeunesse aux conditions de travail, et de vie en général, que ces sociétés leur imposent. Dans le cas plus particulier des pays engagés, sous une forme ou sous une autre, dans un processus révolutionnaire la question de la participation des masses est cruciale.

Distinguant deux éventualités dont nous pouvons aisément trouver l'équivalent dans des expériences contemporaines : celle d'une crise nationale majeure ; celle où un gouvernement se réclamant des travailleurs crée une « ouverture révolutionnaire ». Une crise nationale majeure surgit - nous l'avons déjà signalé - à la suite, par exemple, d'une jonction de la mobilisation des diverses couches sociales, comme au

moment de mai 1968 en France. Ecoles, services publics et entreprises furent occupés par la jeunesse scolarisée, les fonctionnaires et autres travailleurs les ouvriers. En l'espace de quelques jours, un grand pays capitaliste avancé s'est trouvé paralysé sous l'effet des grèves suivies d'occupations. Dans certains de ces lieux, on a assisté alors à des expériences limitées « d'autogestion », mais le cas général fut dominé par l'occupation poussive. Un état de « double pouvoir » s'est ainsi installé. Du point de vue révolutionnaire, il s'agissait de passer du « pouvoir partiel » détenu par les masses au « pouvoir total ». Ce passage aurait pu se trouver énormément facilité si les masses avaient été préparées à combiner l'occupation des entreprises avec un commencement de gestion de celles-ci par elles-mêmes, cela sous leur protection, y compris armée, grâce à la création de Milices des travailleurs et des citoyens.

Mais cette préparation idéologique, nécessaire pour élever le processus révolutionnaire à un niveau supérieur, manquait. De surcroît, les organisations ouvrières de masse, politiques et syndicales, prises à l'improviste par la crise révolutionnaire, n'ont nullement contribué à faciliter une telle prise de conscience. Au contraire. L'éventualité de la formation d'un « gouvernement des travailleurs », ou qui se réclame des travailleurs au du « peuple » est à la fois plus compliquée et intéressante. Elle permet d'utiliser pour l'« ouverture révolutionnaire » le succès « légal » de formations politiques qui jouissent de la confiance des larges masses, ce qui, de ce fait, peut éviter - pour toute une période - de recourir à l'épreuve de force directe avec les adversaires sociaux de ces formations. Mais pour qu'une telle éventualité se présente, il est nécessaire qu'elle soit l'émanation non pas d'une simple victoire électorale, mais le résultat d'une véritable montée du mouvement radical des masses obligeant, en quelque sorte, les formations politiques traditionnelles de celles-ci à se battre sur la base d'un programme anticapitaliste avancé et à se considérer liées par la fidélité jurée à ce programme. Par exemple, une victoire électorale du Labour Party anglais survenant lors d'une conjoncture plus ou moins « normale » et portant ce parti au gouvernement n'équivaut pas nécessairement à la naissance d'une « ouverture révolutionnaire » - dans le pays et peut signifier pratiquement la continuation de la gestion pure et simple « des affaires du capitalisme » par une formation politique ayant un programme

socialiste et une base ouvrière. Mais l'accès du Labour Party au gouvernement à la suite d'une crise nationale comme celle que l'Angleterre a connue lors de la grève des mineurs en 1971, dans l'éventualité où le Parti conservateur serait obligé de démissionner sous la pression de cette crise, signifierait la naissance d'une conjoncture objective différente et pourrait obliger le Labour Party d'entamer de profondes réformes anticapitalistes. De toute façon, nous n'examinerons ici que le cas de la formation d'un «gouvernement des travailleurs» à constituer à la suite d'une conjoncture exceptionnelle qui s'apparente à celle d'une situation objectivement très radicale, c'est-à-dire dotée d'une véritable dynamique révolutionnaire.

Dans ce cas là se poseraient les questions relatives au problème capital suivant : comment passer d'une telle situation à une véritable fin victorieuse du processus révolutionnaire entamé ? Comment, en d'autres termes, ne pas seulement «commencer» la révolution, mais la «parachever» ? Nous examinerons cette question par rapport au rôle que peut jouer à cette fin la participation démocratique des masses, aux rapports qui seront établis entre le gouvernement se réclamant du «peuple», des travailleurs, et ces derniers. En général, de tels gouvernements commencent à appliquer les «réformes de structure» incluses dans leur programme. Parmi ces réformes, les plus importantes sont celles qui concernent les «nationalisations» et la question agraire (dans tous les cas où nous avons affaire à des pays où cette dernière question n'est pas encore résolue). Les nationalisations visent à enlever la propriété des principaux moyens de production du pays (banques, Industries, commerce) ou grands capitalistes étrangers ou indigènes et à la transférer à la «nation» tout entière. Ce transfert de propriété se fait à travers l'Etat, qui est supposé représenter les intérêts de la communauté nationale. Mais l'Etat n'est qu'une abstraction dont la réalité sociale ne peut être saisie que si elle devient concrète. L'Etat ne plane pas comme une structure autonome, autodéterminée, au-dessus des rapports de propriété et des rapports sociaux d'un régime donné, mais il est l'expression la plus consciente des intérêts collectifs de la classe dominante d'une société donnée, matérialisée dans un ensemble articulé d'institutions. Donc «étatiser» ne signifie pas nécessairement «nationaliser» si ce dernier terme est pris comme équivalent du terme «socialiser», c'est-à-dire transférer le droit de propriété à la «notion», à la

«société» tout entière. Pour qu'un nouveau rapport de propriété soit équivalent d'un nouveau rapport social, il doit s'exprimer dans de nouvelles formes de gestion de la propriété. «Etatiser», simplement en transformant les travailleurs salariés du patronat en salariés de l'Etat, ne suffit pas pour une véritable transformation des rapports sociaux dans un sens socialiste. Il faut encore que les travailleurs des entreprises «étatisées» aient le droit de gérer eux-mêmes ces entreprises à travers l'organisation démocratique de leur collectif de travail incluant tout le personnel productif de l'entreprise. Seule une telle mesure peut vraiment intéresser les travailleurs, les aider à comprendre la véritable révolution intervenue dans leur statut social, les inciter à organiser mieux la productivité de leur travail devenu effectivement libre, et à défendre avec une extrême énergie cette conquête capitale contre toute tentative des forces sociales rétrogrades de revenir au «modèle» de l'entreprise privée, hiérarchisée, autoritaire, «napoléonienne». Le cas de la transformation réelle des rapports sociaux dans le domaine de l'économie agricole est analogue. Dans tous les pays où nous avons affaire à l'existence d'une véritable «question agraire», c'est-à-dire où une grande partie des terres productives appartient à une oligarchie terrienne restreinte, avec une immense masse de paysans soit «pauvres», soit complètement sans terre, il est urgent de procéder à une réforme agraire radicale. Le but de la réforme agraire est multiple : élever le niveau de vie de cette catégorie de la population, qui constitue parfois la majorité de celle-ci ; agrandir le marché intérieur ; procurer à l'industrie légère en particulier, les matières nécessaires pour son développement ; éviter des importations de produits qui pourraient être fournis par l'économie du pays ; nourrir mieux la population. Sans l'existence d'une économie agricole dynamique, aucun pays en voie de développement ne saurait accélérer sans véritable «décalage» économique équilibré. Il y a donc dans l'entreprise nécessaire de la réforme agraire radicale des aspects à la fois sociaux et économiques très importants à atteindre. Mais quelle réforme agraire ? Si l'on procède à l'expropriation des grands domaines et à leur division en petits lots accordés (avec Daïemqnt. ou non) aux paysans sans terres, sans que l'Etat n'aide ces derniers à se regrouper en coopératives de production et de commercialisations de leurs produits, on risque de créer une masse de petits paysans ayant

une faible productivité de travail et qui, inexorablement, tomberont sous l'exploitation conjointe des banques, des commerçants, des industriels et de l'Etat. D'autre part, si l'on crée de grandes exploitations agricoles étatisées, on risque également de voir baisser la productivité du travail, les paysans ne trouvant aucun stimulant matériel au moral dans un tel genre d'exploitation de la terre. Dans ce domaine, l'expérience est déjà extrêmement riche et concluante aussi bien du côté des pays capitalistes que du côté des pays qui se sont engagés dans la voie de la construction du socialisme. Pour que la réforme agraire réussisse, elle doit se faire avec la coopération volontaire, consciente de ceux qui travaillent la terre. Dans le cas où l'on crée – comme cela est absolument nécessaire – de grandes exploitations agricoles collectivement travaillées, il est nécessaire que leur gestion effective soit assumée par le collectif démocratique de leurs travailleurs. Cette forme de gestion sera soit l'autogestion, soit la coopérative de production autogérée : dans un cas la terre appartient à la nation tout entière ; dans l'autre, elle appartient aux paysans individuels et elle est collectivement travaillée par la coopérative de production. Mais dans les deux cas, la gestion devrait être confiée au collectif démocratiquement organisé des travailleurs qui devrait bénéficier de toute l'aide possible de la part de l'Etat. La pire erreur consisterait à transformer les grandes exploitations qui dominent l'économie agricole en des exploitations étatisées dont les travailleurs seraient de simples salariés de l'Etat. Pour que les paysans trouvent un intérêt à bien travailler la terre et à augmenter sa productivité, ils doivent se sentir directement liés à la gestion de celle-ci, aussi bien sur le plan matériel que moral. Le même principe est aussi valable pour la meilleure organisation des différents services sociaux et pour l'éducation. Investir dans cette dernière afin d'assurer l'éducation permanente de la population, générale, professionnelle, politique, doit aller de pair avec les efforts accomplis dans l'économie proprement dite, afin de permettre le développement rapide, équilibré de celle-ci, ainsi que de la vie sociale dans son ensemble. Une tendance fondamentale de notre époque est de voir la science, la culture s'incorporer de plus en plus dans les forces productives de la société. La qualification devient de plus en plus nécessaire, ainsi que le recyclage permanent des connaissances. D'où la nécessité d'une éducation permanente, d'une formation continue, mais qui ne sau-

rait être seulement professionnelle, spécialisée, mais également générale. Une telle révolution dans le système éducatif ne saurait prendre l'aspect d'une réforme octroyée d'en haut, mais doit être le résultat d'une participation effective des enseignants, des enseignants et des représentants de la collectivité sociale. Certes, nationalisations, réforme agraire, réforme éducationnelle, ne suffisent pas encore pour assurer la victoire de la révolution et la transition vers le socialisme. Ces mesures aussi fondamentales soient-elles dans leur interaction, doivent se trouver insérées dans un programme plus global. Mais elles peuvent énormément dynamiser le processus révolutionnaire déclenché en permettant la participation démocratique des larges masses, participation qui deviendra le facteur subjectif le plus important pour la véritable victoire de la révolution. Inutile de rappeler que celle-ci ne saurait être le résultat d'un processus simplement évolutionniste et pacifique, s'accomplissant intégralement dans le cadre de la démocratie bourgeoise traditionnelle, de l'ancien Etat et de ses institutions. A un moment donné se produira un affrontement décisif, sous une forme ou sous une autre, avec les farces sociales conservatrices alliées de l'impérialisme, qui obligera à transgresser le cadre traditionnel, provoquant une mutation sociale, un changement qualitatif.

Nous entrerons ainsi dans une nouvelle phase, celle où le « gouvernement des travailleurs » est réellement établi, et où il est possible d'entreprendre plus librement la lutte pour la « construction du socialisme ». La période préexistante du « double pouvoir » est finie, la résistance des farces sociales hostiles est vaincue et le pouvoir propre des travailleurs commence à se réaliser non seulement sous la forme d'un gouvernement se réclamant d'eux, mais également et surtout par l'existence d'institutions et d'organismes directement représentatifs des travailleurs. L'avenir d'un tel régime dépendrait désormais du rapport qui s'établirait entre les formes indirectes et les formes directes du « pouvoir des travailleurs ». Les formes indirectes sont celles de l'Etat, des partis, des syndicats, qui assument par délégation le pouvoir des travailleurs et des citoyens. Les formes directes sont celles avec lesquelles ces derniers gèrent directement la vie sociale, dans les entreprises, les services sociaux, les écoles, à tous les niveaux de la nation. Les formes indirectes ne s'identifient pas nécessairement avec le véritable pouvoir des travailleurs et des

citoyens, car il s'agit d'institutions gérées par des éléments et des couches sociales acquérant, insensiblement, par leur fonction, un statut spécial par rapport aux masses. Il s'agit, inévitablement, du point de vue matériel et fonctionnel, d'un statut privilégié propice à la bureaucratisation et à la formation de la bureaucratie, véritable couche sociale nouvelle. Ce sont là les dangers les plus graves qui guettent la naissance des Etats transitoires évoluant vers le socialisme. Certes les raisons fondamentales de ces phénomènes doivent être recherchées dans le relatif bas niveau économique et culturel et dans le confinement prolongé de ces expériences dans un cadre national étroit. Ce sont ces conditions objectives qui favorisent avant tout la bureaucratisation et la bureaucratie. Mais, sur la base d'une expérience maintenant très riche provenant des pays qui se sont engagés dans la voie de la construction du socialisme, il faut y ajouter un facteur subjectif très important : L'absence d'une critique des conceptions traditionnelles de l'Etat, des partis, des syndicats, par rapport au pouvoir des travailleurs et des citoyens, et d'une réflexion théorique adéquate sur ces questions. La conception la plus répandue du régime appelé « socialisme » est celle d'un régime caractérisé par l'étatisation et la planification de l'économie, dirigé par un parti « révolutionnaire ». A la limite de cette conception nous trouvons la fusion pratique de l'Etat et du parti, les syndicats se réduisant à un rôle de « courroie de transmission » des desiderata de l'Etat par rapport aux travailleurs. L'Etat étant axiomatiquement désigné comme « socialiste » et le parti comme « révolutionnaire » on conclut sommairement et schématiquement à l'identification de ces institutions avec le pouvoir des travailleurs et des citoyens. Certes, cette conception ne fut jamais celle de Marx ou de Rosa Luxembourg, de Lénine ou de Trotsky. Les bolchéviks, par exemple, avaient initialement envisagé un régime multipartis, un gouvernement multipartis même, et l'existence d'un système de « soviets », de « conseils », assumant directement une partie du pouvoir. Mais rapidement les circonstances les ont amenés à gouverner pratiquement seuls, à travers leur parti qui, insensiblement, a fusionné en réalité avec l'appareil d'Etat et a cantonné les soviets dans un rôle subalterne et de plus en plus formel. Les épigones de Lénine ont théorisé cet état de fait et l'ont présenté comme le « modèle » de régime « construisant le socialisme ». Or, si le marxisme est, entre autres, la méthode

scientifique la plus apte à saisir la réalité sociologique du capitalisme et à démystifier toutes ses catégories, valeurs et institutions, il doit s'appliquer avec le même bonheur, avec la même pénétration critique, à analyser et à démystifier la réalité sociologique des régimes surgissant de la victoire de la révolution et s'engageant dans la construction du socialisme. La vérité étant concrète, on ne saurait retenir les généralisations schématiques qui identifient les structures spécifiques de l'Etat, des partis, des syndicats, après la révolution, ni aller voir dans l'Etat, dans le parti, dans le syndicat ainsi abandonné le terrain de la sociologie scientifique pour s'engager dans les aberrations idéologiques et escamoter, par exemple, des « bagatelles » comme les nouvelles stratifications sociologiques et les nouveaux antagonismes et les nouvelles contradictions qui subsisteront pendant toute une période historique. Il faut être pour l'analyse et la critique marxistes permanentes du processus permanent de la révolution socialiste. L'Etat de la période de transition du capitalisme au socialisme est une institution qui risque, en se bureaucratisant, de défendre en dernière analyse les intérêts spécifiques propres de la nouvelle caste bureaucratique, dans le cadre de la défense des intérêts généraux du nouveau régime social. De ce dernier point de vue, il est en partie l'Etat des travailleurs, mais par délégation, médiation, et par conséquent de manière déformée et limitée. Le parti « révolutionnaire » lui-même, en accédant au pouvoir, en s'identifiant avec l'administration de l'Etat risque de subir une transformation qualitative et de jouer le même rôle que l'Etat par rapport aux travailleurs. Quant aux syndicats, dans la mesure où ils abandonnent leur autonomie complète par rapport à l'Etat et aux partis et leur rôle primordial de défenseurs des intérêts propres des travailleurs y compris par rapport à l'Etat appelé « ouvrier » ou « socialiste », ils risquent de devenir, pratiquement, les porte-parole d'une bureaucratie, appendice de celle de l'Etat et des partis. Tout cela ne veut pas dire qu'il faut se déclarer contre l'Etat, les partis, les syndicats et se réfugier dans la mythologie dite « anarchiste » qui construit arbitrairement, c'est-à-dire quand les conditions historiques appropriées n'existent pas encore, des « modèles » de société « parfaite ». Cela veut dire simplement qu'il ne faut pas systématiquement et encore exclusivement favoriser les formes indirectes du « pouvoir des travailleurs » au détriment des formes directes de ce der-

nier. Les formes directes sont celles qui favorisent systématiquement la gestion progressive directe de la vie sociale, dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les travailleurs eux-mêmes et les citoyens en général. C'est le système du «socialisme d'autogestion».

Dans le domaine économique, l'autogestion signifie 'a gestion progressive des entreprises et des exploitations qui appartiennent à la nation tout entière, directement par le collectif démocratiquement organisé de leurs travailleurs. Ceux-ci, manuels et intellectuels, s'organisent de manière à gérer eux-mêmes les unités de production. Leur forme d'organisation dépend du type d'entreprise, du niveau de leur qualification et des conditions générales d'évaluation et d'organisation de l'ensemble de la société, du niveau matériel et culturel atteint par la «construction du socialisme». Ce qui signifie également que l'autogestion ne surgit pas d'emblée «parfaite», mais qu'elle est un processus s'étalant sur toute une période historique. Les travailleurs commencent à gérer des fonctions qui n'exigent pas un très haut degré de spécialisation scientifique et technique, et en ce qui concerne ces dernières ils se contenteraient, pour tout un temps, simplement de les contrôler. L'autogestion ne peut pas éliminer d'emblée les distinctions séculaires entre qualifiés et non qualifiés, manuels et intellectuels, ni se passer du jour au lendemain de certains spécialistes exigeant pour leurs services une rémunération exceptionnelle et hors de proportion avec leur travail effectif. Mais ces spécialistes nécessaires à la marche d'une grande entreprise moderne seront placés sous le contrôle du collectif des travailleurs et travailleront pour le compte du collectif comme ils travaillent actuellement sous le contrôle du patronat et pour son compte. Ce dont il s'agit, tout d'abord, c'est de placer le véritable pouvoir dans l'entreprise entre les mains du collectif démocratique des travailleurs. A la base d'un tel collectif se trouverait l'Assemblée des travailleurs qui élirait un Conseil des travailleurs avec un bureau exécutif de ce conseil, organes destinés à assumer la gestion quotidienne de l'entreprise dans le cadre fixé par l'Assemblée des travailleurs et sous le contrôle suprême de celle-ci.

Il ne s'agit là que d'un schéma d'organisation initiale de l'autogestion sur le plan d'une entreprise. Ce qu'il faut retenir c'est que le collectif des travailleurs englobe tous les éléments productifs de l'entreprise qui acceptent ce mode d'organisa-

tion, à l'exception éventuelle de quelques spécialistes nécessaires, mais qui ne feront pas partie du collectif, car ils s'excluent eux-mêmes de ce cadre en exigeant, par exemple, une rémunération exceptionnelle... On louera donc leurs services à ce prix «fort», mais ils travailleront sous le contrôle du collectif comme sous un patron. Afin que le collectif du travail - le «travailleur collectif» dont parlait déjà Marx en se référant à la fusion progressive entre travail manuel et travail intellectuel, entre technique et science, vers laquelle il voyait tendre l'évolution de l'économie capitaliste - devienne de plus en plus homogène par une qualification supérieure continue de l'ensemble de ses membres, il serait nécessaire d'envisager dès le début l'application progressive des deux mesures suivantes: un mode de rémunération des travailleurs basé sur le «travail fourni»; une éducation permanente des travailleurs à la fois professionnelle, générale et politique. Le mode de rémunération est un élément très important dans une société qui s'engage dans la construction du socialisme et qui ne saurait se passer, pour toute une période, de l'emploi des méthodes d'économie marchande et monétaire. Le mode de rémunération, pour qu'il soit «juste», doit être basé sur le «travail fourni» par chacun, c'est-à-dire sur la richesse créée par le travail. Ce qui n'est pas le cas avec le salaire dans le régime capitaliste, qui ne représente qu'une partie de la richesse produite, ni avec la rémunération que les travailleurs reçoivent dans les Etats dans lesquels le capitalisme a été aboli, mais qui est arbitrairement fixée, sans rapport direct avec le critère de la richesse produite. Certes, on objectera qu'il est difficile d'employer ce critère - indiqué pourtant par Marx dans la Critique du programme de Gotha «comme le plus approprié pour cette période de transition -, car la richesse est actuellement produite par l'ensemble du» travailleur collectif - d'une entreprise, avec la participation aussi bien des travailleurs manuels que des travailleurs intellectuels (ingénieurs, savants, chercheurs). En effet, depuis les progrès réalisés par la mécanisation et l'automatisation poussées du travail et par l'incorporation de plus en plus organique de la science dans le processus productif, valeur et plus value cristallisent un travail social de plus en plus complexe. Mais ce qui reste toujours valable, c'est que la richesse est le produit du travail social et que la rémunération de chacun doit être basée sur le critère du travail fourni. C'est aux travailleurs eux-mêmes de

déterminer démocratiquement non seulement l'organisation du travail au sein des entreprises et son fonctionnement, mais également le montant de leur rémunération sur la base de conventions conclues par entreprise et dans le cadre général des conventions nationales. C'est aux travailleurs également de décider quelles devraient être les défalcatons nécessaires faites sur leurs rémunérations en vue de subvenir aux besoins de l'entretien de la société tout entière. Afin que le salariat soit effectivement aboli, il est nécessaire d'établir le critère du «travail fourni» et de laisser les travailleurs eux-mêmes et les citoyens dénouer la complexité du «travail social» dans lequel s'intègre le travail fourni individuellement par chacun, grâce à leurs décisions démocratiques depuis l'entreprise jusqu'aux plus hauts niveaux de l'administration de la nation. Un tel mode de rémunération n'abolit pas d'emblée les différenciations mais contribue à les atténuer, à refermer leur éventail, et à répartir de manière «juste» les gains résultant de l'augmentation de la productivité du travail. Le meilleur «stimulant» pour cette dernière s'avérerait ce mode de rémunération, chaque travailleur ayant le sentiment d'être rémunéré selon sa contribution au travail social, et de bénéficier automatiquement de la productivité accrue de ce dernier. Tout mode de rémunération arbitrairement fixé, sans rapport évident, clair avec le travail fourni et sa productivité, aboutit à maintenir le sentiment de «l'injustice» et à stériliser l'effort productif des travailleurs. Les apologistes des systèmes qui astreignent les travailleurs au travail accru, en invoquant l'«idéal» du socialisme et des motifs d'ordre moral, sans donner aux travailleurs la possibilité de participer réellement à la gestion et aux richesses résultant de leur travail, deviennent insensiblement les porte-paroles des couches bureaucratiques privilégiées et perpétuent la condition prolétarienne d'une très grande masse de travailleurs. L'autre réforme dans laquelle il faut s'engager, également dès le début, et qui va dans le même sens de l'abolition effective de la condition prolétarienne est celle de la réforme éducationnelle radicale. Elle vise à abolir progressivement, l'«inculture» de la grande masse des travailleurs, à mettre fin à la division actuelle entre «qualifiés» et «non qualifiés», entre «intellectuels» et «manuels», entre soi-disant «aptes à diriger» et simples «exécutants». Elle s'inscrit non seulement dans le sens que doit avoir une véritable transformation socialiste de la société, qui doit atteindre

non seulement les formes de la propriété, mais la qualité des rapports sociaux, mais également dans le sens de l'évaluation des forces productives et des répercussions de cette évolution sur la composition qualitative de la classe ouvrière et des travailleurs en général. En effet, nous avons déjà insisté sur le trait dominant de l'évolution de l'économie moderne qui incorpore de plus en plus la science, en tant que recherche fondamentale, recherche appliquée et technologique supérieure, dans le processus productif. D'où la nécessité d'une qualification supérieure et continue d'un nombre accru de travailleurs, au détriment du nombre, et surtout de l'importance dans la production, des simples manœuvres. Ce sont ces nouvelles nécessités du processus productif qui amènent y compris les pays capitalistes avancés à mettre un accent grandissant sur la notion de l'éducation permanente et de la formation continue, en vue d'obtenir un nombre de travailleurs qualifiés de plus en plus grand. Mais dans le cadre du régime capitaliste, cette nécessité risque de rester une simple tendance qui ne saurait jamais se parachever, sans détruire ce système, basé sur les principes de l'autorité, de la hiérarchie, de la subordination, du dualisme, maintenant le contrôle du capital sur les travailleurs. Dans le cadre, par contre, d'un régime évoluant vers le socialisme, l'éducation permanente pourrait s'épanouir pleinement pour des motifs à la fois fondamentaux et conjoncturels, qui tiennent à l'essence même du socialisme et à la façon de promouvoir et de développer un tel régime. Afin que les travailleurs deviennent progressivement aptes à gérer la vie sociale dans tous les domaines et à tous les niveaux - ce qui reste le but du socialisme -, il est nécessaire de les aider grâce à l'éducation permanente.

D'autre part, seule leur qualification continue, supérieure, est capable de dynamiser économiquement le système, de moderniser l'économie et d'accroître sa productivité.

L'éducation permanente des travailleurs doit être conçue dans son essence globale : à la fois générale, professionnelle et politique, afin de former non pas de simples spécialistes mais des sujets polyvalents, des citoyens développés de manière équilibrée, aptes à contrôler et à gérer leur vie sociale.

Elle doit être considérée comme faisant partie intégrante du travail social de chaque membre de la société, travail qui se trouverait divisé entre travail productif direct et travail éducationnel, le tout rému-

né par la société.

C'est-à-dire qu'on aménagera dans le temps de travail social un temps consacré au travail productif direct et un temps consacré au travail éducationnel, grâce à une réforme éducationnelle radicale. C'est là la véritable « révolution culturelle » à accomplir, et dont le déroulement, l'ampleur, les formes dépendront, à chaque étape, - du contexte - concret de chaque cas. Mais ce qui compte c'est de s'engager, dès le début, dans cette direction et entamer, sur ce plan également, - le processus de la véritable abolition de la condition prolétarienne.

L'autogestion est un système global qu'on ne saurait limiter au seul plan économique et au niveau des entreprises, agissant chacune de manière essentiellement autonome. A la limite, une économie socialiste pourrait être composée de quelques : grandes entreprises ultramodernes dans chaque branche économique dans le cadre d'une planification démocratique sociale sur le plan national. Mais, pour toute une période, nous aurons affaire à une multitude d'entreprises dans chaque branche, travaillant dans des conditions différentes, et c'est cette disparité extrême, entre autres facteurs, qui perpétue la nécessité d'emploi de méthodes d'économie marchande et monétaire, et entrave une véritable planification, c'est-à-dire une administration quasi automatique du développement social équilibré. Seule une telle planification supprimerait réellement, économiquement, et non pas de manière administrative et arbitraire, les séquelles de la : société capitaliste dans le domaine du marché, de l'argent, de la rémunération selon le travail fourni, de la valeur et de la plus-value, c'est-à-dire les séquelles d'une économie qui a toujours besoin de mesurer ses progrès, d'équilibrer son développement et de stimuler sa productivité, par le marché, l'argent, le travail. Pendant cette période de transition, la ligne directrice en matière économique doit être de socialiser (I) dans chaque branche économique un secteur dominant grâce à sa concentration, sa modernisation, sa productivité, et de favoriser la coopération volontaire des autres petites entreprises avec l'aide multiforme de l'Etat.

L'autogestion ne se résume pas à la gestion économique d'entreprises agissant chacune pour elle-même et en concurrence incontrôlée entre elles. L'autogestion, sur le plan économique, s'insère dans le plan social national, démocratiquement élaboré et appliqué. Ce qui présuppose une conception radicalement différente de la

planification centralisée, rigide, d'une économie étatisée. Le but du plan dans le domaine économique est de fixer les conditions générales dans lesquelles auront à agir les entreprises autogérées, en vue d'atteindre des finalités d'intérêt social général, en coordonnant leurs efforts. Nous employons le terme plan social et non simplement plan économique pour souligner le fait que le plan vise le développement équilibré global de la société évoluant vers le socialisme et que ses buts proprement dits économiques sont déterminés par rapport à cette conception et visent à satisfaire des véritables besoins sociaux démocratiquement décidés par les travailleurs et les citoyens de bas en haut et vice versa, dans un jeu d'interaction constante qui ajuste mieux les objectifs à atteindre au cours même de l'exécution du plan. Il n'y a donc pas incompatibilité absolue entre autogestion, plan et emploi nécessaire, pour toute une période, non pas exactement du « marché » dans son sens capitaliste, mais des méthodes d'économie marchande et monétaire. Le but du plan est de rétablir l'équilibre entre le fonctionnement de l'autogestion et l'emploi de telles méthodes et de veiller à ce que la direction générale du développement favorise le développement plus rapide et important du secteur socialisé de l'économie. Dans cette conception du plan la décentralisation administrative et économique du pays jouera un rôle très important. Le pays doit être conçu comme un ensemble de communes et des régions découpées non pas simplement sur la base des considérations de contrôle administratif, mais en tant qu'unités economico-administratives plus homogènes et cohérentes, capables de favoriser le développement équilibré du pays.

(I Nous entendons toujours sous ce terme propriété collective, mais sous gestion par les travailleurs)

Communes et régions seront également autogérées, autogouvernées, par leurs travailleurs et citoyens et posséderont des moyens financiers adéquats pour promouvoir leur développement planifié dans le cadre général du plan social national.

Une réforme communale radicale entreprise dans ce sens serait une mesure très importante aussi bien pour les pays développés que pour ceux en voie de développement. Elle serait à la base d'une véritable démocratisation du nouvel Etat, avec des incidences économiques et sociales heureuses, favorisant le développement plus rapide et équilibré de l'ensemble du pays.

Dans le cas plus particulier des pays sous-développés la réforme communale, jointe à la réforme agraire et à l'autogestion, peut s'avérer un très puissant levier pour faire participer l'énorme masse inemployée de la paysannerie au travail productif stimulé par des objectifs démocratiquement désignés sur le plan de la commune et dont la réalisation se répercute de manière directe, palpable, sur le niveau de vie de la population. Ainsi prend forme l'articulation globale de la société basée sur l'autogestion et évaluant vers un régime socialiste authentique. Socialisation et pas simplement étatisation des entreprises et des exploitations, réforme agraire, réforme communale, réforme éducationnelle, planification démocratique, constituent les éléments d'une structure dont le parachèvement exigera toute une période mais qu'on doit aborder dès le début en partant de la conception globale de celle-ci.

A la lumière de ce qui précède, la lutte pour le socialisme apparaît inséparable de la lutte pour l'autogestion. Elle s'inscrit dans la stratégie de l'autogestion avant et après la prise du pouvoir, seule capable de mobiliser les larges masses des travailleurs et des citoyens en assurant leur participation effective dans le processus révolutionnaire pendant toutes ses phases. Partis, syndicats, gouvernements se réclamant de la classe ouvrière, du « peuple », du socialisme, doivent se consacrer à rendre cette participation effective, afin d'assurer la victoire de la révolution « commencée » et, par la suite, l'édification d'un nouveau régime social évitant la sclérose bureaucratique et ses conséquences désastreuses sur tous les plans.

Les masses, tout en aspirant à réaliser la « démocratie directe », à supprimer l'aliénation multiforme qu'elles subissent dans leur vie sociale - du fait de l'existence de rapports sociaux basés non seulement sur l'avoir, mais également sur le pouvoir et le savoir accaparés par des minorités sociales restreintes, sur les concepts séculaires de la hiérarchie, de l'autorité, du dualisme entre « dirigés » et « dirigeants » ne sont pas immédiatement capables, par elles-mêmes, de s'élever à la construction de l'autogestion sociale, dans tous les domaines et à tous les niveaux de la vie sociale. Pour toute une période, elles auront besoin de la médiation des partis, des syndicats, d'autres institutions, comme la société tout entière aura besoin, pour toute une période, d'un pouvoir central, d'un « Etat ».

Mais c'est la fonction de toutes ces formes de délégation du pouvoir des masses

qui doit changer, à la lumière de la conception de l'autogestion, afin que celles-ci n'abusent pas de ce privilège pour cristalliser une nouvelle couche sociale, celle de la bureaucratie mais œuvrent au contraire à aider les masses à jouer pleinement leur rôle, à gérer, progressivement, elles-mêmes, la vie sociale entière. Ainsi, si le véritable objectif de la révolution sociale n'est pas simplement de changer les rapports de propriété, mais la qualité des rapports sociaux le statut réel de l'homme producteur et du citoyen dans la société, il est nécessaire d'entreprendre dès le début des mesures effectives allant vers cet objectif.

Ces mesures sont celles de l'application progressive de l'autogestion sociale, c'est-à-dire de l'autogestion dans tous les domaines et à tous les niveaux de la vie sociale. C'est dans ce processus que se fera l'apprentissage du socialisme, conçu en tant que gestion progressive directe de la vie sociale par les travailleurs et les citoyens. L'autogestion est la pédagogie du socialisme et la pédagogie d'elle-même, elle s'apprend, et se perfectionne dans son application. On ne saurait ajourner l'application de l'autogestion sous prétexte que les travailleurs et les citoyens ne sont pas encore aptes à gérer leur vie sociale et qu'il faut procéder par étapes : une première phase sous le signe de l'Etat de partis, des syndicats, assumant par délégation l'essentiel du pouvoir des masses et pendant laquelle ces dernières se contentent d'un certain contrôle ; une deuxième phase pendant laquelle les masses « instruites » seront associées à la gestion

Ce raisonnement est propre à la déformation bureaucratique du pouvoir conquis au nom des masses et du socialisme et aboutit, inexorablement, à la stratification d'une bureaucratie, capable de devenir, insensiblement, omnipotente. En favorisant la bureaucratie et la formation d'un bureaucratie, on bloque la voie d'une évolution pacifique rapide de l'Etat où les masses simplement contrôlent à l'Etat au lieu de gérer. Le risque est grand, sinon inévitable, de déboucher sur un régime politique qui, ayant pris l'habitude d'écarteler les masses du pouvoir direct et de l'assumer à travers les médiations de l'Etat, des partis, des syndicats, devienne un obstacle majeur à l'instauration de l'autogestion.

Car l'autogestion est l'ennemi le plus direct le plus redoutable de la bureaucratie, la négation de celle-ci par excellence. Tout le passé barbare de l'humanité basé sur l'exploitation et la subordination des uns

par les autres continue à conditionner, consciemment ou inconsciemment, notre comportement, indépendamment de notre adhésion à telle ou telle idéologie. La résistance à l'écllosion de nouveaux rapports sociaux abolissant l'autoritarisme, la hiérarchisation les subordinations les dualismes, est quasi irrésistible, y compris chez les éléments se réclamant de la révolution et du socialisme. Pour cette raison la lutte en vue du « socialisme d'autogestion » sera une « marche longue », mais absolument nécessaire. Ceux qui se réclament de l'avant-garde ont la tâche d'œuvrer à ce que le nouveau « pouvoir » ne soit pas centralisé entre les mains d'une « élite » de l'Etat, des partis, des syndicats, mais soit le plus amplement diffusé parmi les masses des travailleurs et des citoyens, d'encourager systématiquement toutes les initiatives, toutes les créations émanant des masses dans lesquelles s'exprime, d'une manière plus au moins consciente et claire, leur aspiration profonde à devenir les véritables sujets de leur propre histoire, à gérer elles-mêmes directement leur vie sociale. L'avenir du socialisme à « visage humain », le seul qui mérite la lutte persévérante, longue, pleine de sacrifices pour y parvenir, est à ce prix. (juillet 1972)

ANNEXE : LA CONCEPTION ACTUELLE DE L'AUTOGESTION SOCIALISTE

L'autogestion est un thème de réflexion théorique et politique et de pratique révolutionnaire relativement neuf, qui dans un pays comme la France, par exemple, date essentiellement de mai 1968. On retrouve maintenant ce thème, plus au moins explicitement de telle ou telle manière, dans les innombrables ouvrages de critique sociale surgis depuis cet historique mois de mai 1968, ainsi que dans les textes politiques de nombre de tendances se réclamant du prolétariat et du socialisme, y compris dans le programme de certains partis et syndicats et encore dans la pratique du mouvement ouvrier, à l'occasion de nombre de grèves et de mobilisations mettant en avant des mots d'ordre et des formes de lutte à caractère plus au moins clairement « autogestionnaire ». Certes, le thème de l'autogestion, si on le rattache à l'idée plus générale de la « démocratie directe », de la gestion directe de la vie sociale par les producteurs et les citoyens est un thème ancien qui a stimulé et même animé nombre de révoltes et de révolutions du passé. Mais le contenu qu'acquiert actuellement l'autogestion

pour ceux qui luttent pour le socialisme est nouveau et ne se rattache directement à aucune conception et pratique du passé. Il suffit, pour étayer cette affirmation, de rappeler que même l'expérience des Soviets de la Révolution d'Octobre à laquelle nombre de marxistes-révolutionnaires se réfèrent toujours comme à une expérience exemplaire, fut extrêmement limitée aussi bien dans le temps que dans l'ampleur acquise par la démocratie socialiste à l'époque. Les Soviets ont vécu peu de temps et n'arrivèrent pas à s'articuler dans un système de gestion démocratique de la vie sociale, pas seulement dans les entreprises et les localités mais dans tous les domaines et à tous les niveaux. En réalité, ils n'ont joué qu'un rôle de cogestion, dans certains domaines, avec les représentants de l'Etat « ouvrier » et du parti, qui assumaient par délégation le vrai pouvoir de la classe et des travailleurs. L'autogestion dont nous parlons aujourd'hui correspond à un contexte historique différent, caractérisé essentiellement : par les nouveaux besoins et aspirations surtout des jeunes générations, particulièrement dans les sociétés évaluées capitalistes au appelées « socialistes » ; par le développement des forces productives à la suite de l'incorporation de la science dans celles-ci. Ces deux facteurs sont d'ailleurs en interaction incessante. C'est sur la base d'un niveau matériel, et surtout culturel de plus en plus élevé, que les masses des nouvelles générations ressentent, encore plus profondément que par le passé, les multiples effets de l'aliénation dans les conditions actuelles où se déroule leur vie sociale globale. Mais l'élévation du niveau culturel des masses, de la jeunesse et des travailleurs, est d'autre part favorisée par l'évolution des forces productives qui imposent la qualification, le recyclage des connaissances, l'éducation permanente. Nous avons donc affaire, de plus en plus, avec un nombre accru de jeunes et de travailleurs qui acquièrent une culture professionnelle, générale et même politique plus poussée et qui, de ce fait, entrent en opposition avec les rapports sociaux caractéristiques de la société capitaliste hiérarchisée, dualiste dans tous les domaines, autoritaire et oppressive. Le même phénomène, pour des raisons analogues, est caractéristique de la situation dans les Etats appelés « ouvriers » ou « socialistes » et qui ne sont en réalité que préparatoires, à des degrés divers, à une évolution possible vers le socialisme. De ce point de vue, mai 1968 en France et le printemps de Prague sont des phénomènes symétriques

qui ont illustré la même aspiration fondamentale, de très larges masses de la jeunesse et de travailleurs, à la société démocratique de demain, au « socialisme d'autogestion ». Comprendre à fond cette nouvelle tendance historique et en tirer toutes les conclusions, dans tous les domaines, c'est le devoir de toute tendance politique qui se réclame du prolétariat et du socialisme. Certes, ces conclusions sont véritablement révolutionnaires « par rapport à nombre de conceptions et de pratiques du passé. Sur le plan des organisations et des institutions qui prétendent assumer par délégation le pouvoir de la classe et des travailleurs (partis, syndicats, Etats « ouvriers » ou « socialistes »), l'autogestion signifie, non pas, certes, leur suppression, mais leur transformation en instances aidant la classe ouvrière, les travailleurs, à gérer, progressivement, directement eux-mêmes, dans tous les domaines et à tous les niveaux, la vie sociale. Cela veut dire que dès maintenant on doit s'attacher avant tout à préparer la classe et les travailleurs pour un tel rôle, en les aidant dans l'immédiat à structurer leur pouvoir, aussi partiel qu'il soit encore dans les entreprises, les services, les écoles, à participer réellement à la formulation de leurs revendications et à l'organisation de leurs luttes, à apprendre à transformer les moments inévitables de crise nationale révolutionnaire majeure qui peut surgir dans un pays capitaliste avancé, à la suite de l'occupation des entreprises, des services, des écoles et à travers un commencement de gestion de ces lieux et de leur production, en des situations capables de déclencher la dynamique de la lutte effective pour le pouvoir total. C'est dans le cadre d'une telle conception de son rôle qu'une formation politique qui se réclame de l'avant garde fera sa propre rééducation, en élargissant le cadre de sa démocratie interne, et surtout en « révolutionnant » son style de travail parmi les masses et ses rapports avec les formes propres, autonomes, du mouvement des masses. Respecter ces formes, les aider à s'épanouir librement et à évoluer par leur propre expérience vers des positions idéologiques plus avancées, cesser de vouloir les domestiquer au « profit » du « parti révolutionnaire », éviter de créer des fractions du « Parti », dans les syndicats, les mouvements des jeunes, des femmes, des minorités ethniques, visant des buts étroits, sectaires, destructeurs de l'autonomie nécessaire de tous ces organismes et mouvements par rapport aux partis et, demain, par rapport également à l'Etat « ouvrier », c'est inciter les organisations

politiques à repenser leur rôle dans le cadre du projet révolutionnaire du « socialisme d'autogestion ». Les directions syndicales elles-mêmes se doivent de reconsidérer leur rôle en associant de plus en plus étroitement, organiquement, leur base à la formulation des revendications et à la gestion de leurs luttes. Tel est le sens du mouvement des délégués d'atelier, opérant étroitement avec l'Assemblée des travailleurs et les représentants des syndicats, que nous voyons surgir, sous des formes diverses, d'un nombre d'expériences d'une importance capitale pour le renouvellement du syndicalisme en Italie, en France, en Angleterre. Quant au rôle des avant-gardes après la victoire de la révolution socialiste et l'établissement d'un Etat « ouvrier », elles doivent se préoccuper avant tout du danger extrême de la bureaucratisation rapide de ce pouvoir et de l'apparition d'une couche bureaucratique omnipotente, capable des pires erreurs et crimes. Plusieurs d'entre nous ont été amenés à réfléchir sur les raisons profondes de ce phénomène et c'est par ce chemin, entre autres, que nous sommes parvenus à la conception que nous avons actuellement de l'autogestion. Car on ne saurait attribuer le phénomène de la bureaucratisation et de la bureaucratie aux seules raisons « objectives » : bas niveau économique et culturel, confinement national de la révolution socialiste. Il faut y ajouter un facteur subjectif : faute d'expérience historique suffisante de ces phénomènes qui suivent la prise du pouvoir, il y a eu tendance à favoriser systématiquement la délégation de la gestion de la société à l'Etat, aux partis, aux syndicats qui se réclament du prolétariat et du socialisme, mais qui ne s'identifient pas nécessairement aux ouvriers, aux travailleurs, aux citoyens. Il faut donc penser, et cela dès le début, à structurer le pouvoir propre de la classe et des travailleurs et à les rendre capables de gérer, eux-mêmes, directement la vie sociale entière. D'où l'importance des conseils de travailleurs (et pas seulement des ouvriers) dans les entreprises, les services, et des institutions de gestion directe dans les écoles, les universités, les communes, les régions, la nation entière. Certes, nous savons tous que l'autogestion est un processus historique, et ne se crée pas, d'emblée, « parfaite ». Mais ce qui compte, c'est de s'engager dès le début dans cette voie, grâce à une préparation idéologique adéquate des dites avant-gardes, et à une révision radicale de leur façon d'envisager le « modèle » du socialisme et leur propre rôle.

L'Internationale, n° 39, 15 octobre 1973

Au-delà des péripéties des négociations sur les objectifs revendicatifs, le combat des Lips éclaire d'un jour nouveau la veille question centrale de toute stratégie révolutionnaire : celle de l'alliance des forces capables de jeter à bas le régime capitaliste. Chacun se souvient de Marx parlant du « solo du prolétariat qui se transforme en chant funèbre ». Le prolétariat, s'il est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, n'en doit pas moins, pour vaincre, conclure des alliances avec d'autres couches exploitées afin d'unir, sur un programme clair, l'immense majorité de ceux qui souffrent de l'exploitation. Question centrale donc, puisqu'elle implique une pratique, un programme et un projet social. La révolution russe s'est faite par l'alliance des ouvriers et des paysans pauvres sous la direction des premiers et de leurs partis. Il s'agit d'une alliance-compromis, dans le sens où, même si les uns et les autres étaient pareillement exploités, leurs intérêts historiques n'étaient pas identiques. Le prolétariat, force productive nouvelle et en développement, et la paysannerie (surtout les petits propriétaires paupérisés et les sans-terre), séquelle de l'ancien mode de production, ne pouvaient « imaginer » la société nouvelle à construire de la même façon. La lutte pour la réforme agraire (la distribution des terres) n'était pas en soi socialiste.

Pendant des dizaines d'années, le mouvement ouvrier des pays capitalistes a vécu sur cette orientation. Or la réorganisation capitaliste du travail, conséquence de la révolution scientifique et technique et de la reconstruction de l'après guerre dont modifié ce schéma. D'abord dans la structure de classe de la société ; sur une population active de 19 millions en 54 et estimée à 21 500 000 en 78, les transformations sont les suivantes : (...) D'autres faits peuvent être notés : les ingénieurs, techniciens et cadres regroupaient en 68 9,4 % de la population active contre 7,7 % six ans plus tôt. Cette croissance rapide reflète les profondes transformations des conditions de la production. Ainsi l'effectif des manœuvres a-t-il baissé de 0,5 % entre 62 et 68, ceux des ouvriers qualifiés et des OS augmentant respectivement de 14 % et de 13 %. Ces transformations sociologiques sont l'effet d'une transformation interne du processus de production, qui n'a fait qu'accentuer (par l'intégration de nouvelles couches mais aussi par la modification du travail la prolétarianisation de la société. Comme l'indiquait Marx : « C'était le propre du mode

de production capitaliste que de séparer les différents travaux, donc aussi les travaux manuels et intellectuels... et de les attribuer à des personnes différentes, ce qui n'empêche pas toutefois que le produit matériel est le produit commun de ces personnes ». Et plus loin : « Si l'on considère le travailleur collectif qui compose l'atelier, son activité combinée se réalise immédiatement en un produit combiné, la question étant totalement indifférente de savoir si la fonction du travailleur individuel... est plus éloignée ou plus proche du travail manuel immédiat. »

Ainsi la socialisation croissante de la production, sa complexité, son interpénétration avec des domaines qui lui étaient autrefois étrangers ! (recherche, emballage, publicité, distribution...) impliquent une extension qualitative et quantitative de la classe ouvrière, dont l'unité des diverses composantes résume une part importante du problème des alliances tel qu'il peut se poser aujourd'hui. Pourtant, comme l'écrit André : « Il ne suffit pas de transposer en termes politiques ce qui existe en rapport au mode de production pour avoir une alliance de classe telle qu'en sa composition et les moyens de son expression elle doit capable de porter un projet révolutionnaire ». Ainsi les objectifs, le « projet de société », la pratique, la conscience sont déterminants pour forger l'Alliance.

L'unité des travailleurs intellectuels, des qualifiés des professionnels, des OS ne peut se faire par l'addition des revendications catégorielles, telle que le suppose par exemple le programme commun. Il faut au contraire unifier sur des objectifs et une pratique qui dépasse la catégorie pour embrasser toute la classe dans ses intérêts historiques. C'est ici que LIP apporte une première réponse qui articule les luttes d'OS (...) et les luttes des techniciens et ingénieurs (contre les justifications techniques et économiques des décisions, contre la finalité de la production et la distribution du pouvoir), dans la remise en cause pratique de l'organisation capitaliste du travail. Les ouvriers professionnels et qualifiés de LIP, en faisant la critique-pratique de l'utilisation capitaliste de la force de travail, de la hiérarchie de commandement et d'encadrement, de la division capitaliste du travail, ont réorienté le débat qui traverse le mouvement révolutionnaire et ouvrier depuis quelques années autour de quelle couche ouvrière l'unité peut-elle se réaliser ? (...)

L'autogestion comme mode d'action et comme projet révolutionnaire montre ainsi qu'elle n'est pas une « panacée » mais l'axe

même du programme révolutionnaire.

ET LES NOUVELLES LUTTES

Mais les transformations du capitalisme se sont développées au delà du strict domaine de la production (...) Au processus de prolétarianisation se combine un processus de pyramidalisation qui fait apparaître les rapports sociaux pour ce qu'ils sont : des rapports de dépendance, de subordination, de pouvoirs. Ces rapports se produisent et se reproduisent dans un ensemble d'institutions sociales entrées maintenant dans une crise sans précédent. Cette crise (...) a donné naissance à de vastes mouvements « anti-autoritaires » dont les manifestations sont les plus dans le mouvement de la jeunesse et le mouvement des femmes.

La caractéristique de ces NOUVEAUX MOUVEMENTS SOCIAUX est qu'ils traversent et englobent (à des rythmes différents), sans s'y limiter, les couches directement soumises aux rapports de production et d'exploitation (...)

Ces mouvements, dans la mesure où ils s'attaquent au « socle » de l'exploitation au-delà des rapports de production, (lutte contre la famille, contre le phallocratisme, contre la répression des désirs...) indiquent que l'objectif de la révolution n'est pas seulement la transformation du « régime de la propriété », mais la réorganisation sur des bases nouvelles de la vie sociale dans son ensemble.

Seule l'alliance de la classe ouvrière unifiée et de ces nouveaux mouvements sociaux peut porter le projet révolutionnaire global. Il ne s'agit pas d'une simple « jonction des luttes » mais d'une totalité révolutionnaire nouvelle, construite à partir du programme le plus « universel » possible et autour de la classe ouvrière dont la position au cœur du système (la production) lui permet, et à elle seule, de donner les coups décisifs. C'est ici que LIP indique les voies et les moyens de la formation de cette alliance stratégique, qui seule peut exprimer l'ensemble des besoins et intérêts révolutionnaires. En se plaçant délibérément sur le terrain de la « contestation globale », les LIPS ont repris, développé, et relancé le message subversif de MAI. Le « contre-cours » lycéen, la pratique de « l'avortement sauve », le « on produit, on vend, on se paye », ont précisément ceci en commun, qu'au delà de leurs différences, ils désignent le même but : une société autodéterminée, libérée du travail salarié, de l'aliénation, de l'autorité répressive. Qui n'a pas reconnu qu'il s'agit de l'autogestion ?

Maurice Najman